

RICHIE EUROPA NEWSLETTER

Newsletter d'information sur l'Histoire de la Construction Européenne

n° 2, juin 2006

Richie Europa Newsletter est une newsletter destinée à diffuser des informations sur tous les aspects de la construction européenne ; elle se fait l'écho des activités de l'association Richie (Réseau International de jeunes Chercheurs en Histoire de l'Intégration Européenne), qui vise à faciliter les contacts entre jeunes chercheurs européens (<http://www.europe-richie.org/>). *Europa* propose des rubriques récurrentes telles que :

- « Opinion » : des articles proposant de nouveaux champs de recherches, des billets d'humour, des réflexions historiographiques.
- « Archives » : l'actualité des archives de l'histoire de la construction européenne (nouveaux fonds ouverts au public, présentation de fonds d'archives, de centre de recherche).
- « Work in Progress » : cette rubrique présente des travaux de recherche en cours ou récemment achevés. Vous pouvez nous adresser un résumé de votre travail (avec la mention du directeur de recherche et de l'université de rattachement).
- « Reviews » : offre des compte-rendus de lecture sur des ouvrages récents portant sur la construction européenne (les auteurs étant évidemment seuls responsables des opinions exprimés dans ces articles).

Toutes les contributions sont les bienvenues. Les articles sont rédigés indifféremment en Français et en Anglais. Adressez vos contributions à Christophe Le Dréau, qui coordonne cette lettre (ledreauchristophe@yahoo.fr).

Le calendrier prévisionnel des prochaines parutions de *Europa, Newsletter d'information sur l'Histoire de la Construction Européenne*, est fixé comme suit : numéro 3 vers le 15 septembre, numéro 4 vers le 15 décembre 2006.

RICHIE ACTIVITIES

« Éditorial »	p. 2
Laurent Warlouzet (président de l'association Richie)	
« Le nouveau logo de Richie »	p. 3
Christian Wenkel (Sciences Po Paris)	
« Bilan du fonctionnement de la liste de diffusion »	p. 4
Jenny Raflik (modératrice)	
« Fréquentation du site Web »	p. 4
Émilie Robin Hivert (webmestre)	

ARTICLES

The History of European Research Society (HEIRS)	p. 5
Linda Risso (Université Libre de Bruxelles)	
Les Libéraux britanniques et l'Europe : ambivalences et euroscepticisme (1997-2006)	p. 6
Christophe Le Dréau (Université Paris 1-Panthéon Sorbonne)	

« Une frontière de type nouveau ? pratiques et représentations de la frontière communiste en Europe, de la Révolution d'Octobre aux années 1950 » (Paris, mai 2006) p. 15
Compte-rendu par Jenny Raflik (Université Paris 1–Panthéon Sorbonne) et Émilie Robin-Hivert (Université Paris Sorbonne–Paris IV)

ARCHIVES

Fonds David Owen (Université de Liverpool, Grande-Bretagne) p. 20
Christophe Le Dréau

WORK IN PROGRESS

Porter l'idée européenne au-delà des frontières. Activisme paneuropéen en Suisse dans les années 1930 p. 21
par Thomas Brückner (Université Libre de Berlin)

« Ordres nouveaux » ? Géopolitiques de l'europhisme et espace républicain en France, 1919–1974 p. 23
Carol Bergami (Universités Albert-Ludwig de Freiburg, et Paris 1–Panthéon Sorbonne)

Thèses soutenues en 2005–2006 p. 24

ACTUALITÉ DES COLLOQUES

Colloques et journées d'études sur la construction européenne (juillet–septembre 2006) .. p. 26

RICHIE ACTIVITIES

✦ **Éditorial (Laurent Warlouzet, président de l'association Richie)**

À l'heure d'Internet et des vols *low costs*, les échanges entre les jeunes chercheurs européens paraissent toujours aussi difficiles. Cette situation est particulièrement handicapante dans le domaine de l'histoire de l'intégration européenne, car la coopération transfrontalière est à la base même de l'objet d'étude. Informer, mettre en relation, faciliter le travail en commun, telles sont les ambitions de l'association RICHIE, créée il y a maintenant deux ans. RICHIE cherche à faciliter les contacts entre les jeunes chercheurs en histoire de l'intégration européenne par l'organisation d'activités différentes et complémentaires de celles mises en œuvre par les universités.

Il s'agit tout d'abord d'un grand colloque réunissant exclusivement des jeunes chercheurs — à la différence des colloques classiques —, avec le soutien des professeurs de référence en histoire de l'intégration européenne. Le premier a eu lieu à Paris en mars 2005 et va être publié en juillet 2006 aux éditions Peter Lang. Le second aura lieu à Copenhague en décembre 2006.

Ensuite, la liste de diffusion et le site Web assurent une information continue sur les événements scientifiques (colloques, appels à contribution, sorties de livres, informations diverses). Ces outils Internet visent à faciliter l'échange d'information et le décloisonnement des espaces de la recherche. Enfin, des échanges plus informels sont organisés. Des dîners entre jeunes chercheurs permettent de maintenir le contact. Trois ont eu lieu (deux à Paris, un à Bruxelles) et deux autres sont prévus (Paris et Londres). Des groupes de travail thématiques sont organisés pour favoriser les échanges intellectuels autour de projets divers.

Si vous avez des suggestions ou si vous souhaitez organiser une activité RICHIE, n'hésitez pas à nous rejoindre (contact@europe-richie.org)!



Quelques photos : le premier colloque (mars 2005), le dîner à Bruxelles (février 2006), le pique-nique à Paris (juin 2006)

In this age of internet and low-cost airlines, contacts between young researchers still appear difficult. This situation is especially problematic in European Integration History, because transnational cooperation is at the heart of this field.

The RICHIE association, created two years ago, aims to facilitate the exchange of information, joint work and the creation of networks among young researchers. It seeks to fulfill its aim by organising activities that are both different and complementary from university events.

Firstly, this includes organising major conferences for young researchers — unlike the more traditional conferences —, with the support of leading professors in European Integration History. The first such event took place in Paris in March 2005, and will be published in July 2006. The second conference will be held in Copenhagen in December 2006.

Secondly, our mailing-list and website provide daily-updated information about scientific activities throughout Europe (conferences, call for papers, new books, informations). These electronic tools aim to spread information and overcome the artificial barriers within our field

Finally, informal exchanges are organized. Three dinners with young researchers were held (two in Paris, one in Brussels) and two more are planned (Paris and London). Additionally there are also workshops, which try to encourage discussions and debates on various themes.

If you had any suggestions or want to organise a RICHIE event, please don't hesitate to contact us at contact@europe-richie.org !

☛ Le nouveau logo de Richie (Christian Wenkel)

Toute institution a besoin d'un logo. Il en est de même pour RICHIE qui fêtera bientôt ses deux ans d'existence. Au cœur de l'activité de notre association se trouve l'Europe et l'histoire de sa construction. Il fallait donc trouver un logo qui renvoie à notre principal intérêt, l'Europe. Mais le drapeau européen avec ses étoiles jaunes sur fond bleu, symbole d'Europe par excellence a tellement été utilisé qu'il ne nous paraissait guère possible de le reprendre à notre tour.



C'est grâce à un graphiste allemand, Sven Sochaczewsky, qui travaille à Paris pour le réseau européen d'agences de publicité Scholz&Friends, que nous avons pu faire face à ce défi.

Pour ne pas faire appel au bleu et au jaune du drapeau européen, il a d'abord réuni les couleurs qui se retrouvent sur les différents drapeaux européens. En ce qui concerne la forme du logo elle-même, elle représente le forum que RICHIE veut être pour les jeunes chercheurs souhaitant échanger librement des idées concernant l'histoire de l'intégration européenne.

Nous profitons de cette occasion pour remercier très chaleureusement Sven Sochaczewsky pour son excellent travail qu'il nous a offert gracieusement et la patience dont il a fait preuve à notre égard ; mais aussi Guia Migani qui, en nous ouvrant sa maison et en créant ainsi un cadre très agréable pour les discussions nécessaires, nous a facilité le travail de décision.

☛ Bilan du fonctionnement de la liste Richie (Jenny Rafik, modératrice)

La liste de diffusion créée au lendemain du premier colloque Richie en mai 2005 fonctionne depuis plus d'un an maintenant avec un succès croissant. Son objectif — favoriser la circulation de l'information scientifique sur la vie universitaire dans le domaine de l'histoire de l'intégration européenne au XX^e siècle, au sein de l'Europe entière — semble tout à fait atteint.

En effet, avec une moyenne de deux ou trois messages quotidiens, la liste a diffusé environ 200 programmes de colloques ou conférences, une vingtaine d'annonces de soutenance de thèse, près de cent présentations d'ouvrages récents, et diverses informations pratiques destinées aux chercheurs en histoire de l'intégration européenne (bourses, postes, etc.). Chaque information envoyée au modérateur est vérifiée puis retransmise par le modérateur afin d'éviter le spam, de garantir une mise en page uniforme et éviter les doublons. Les annonces envoyées sont ensuite mises en ligne sur le site Web, à la rubrique Agenda.

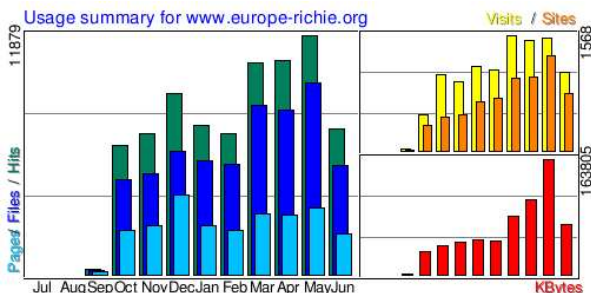
Le nombre d'abonnés a triplé depuis le lancement de la liste, juste après le colloque RICHIE I d'avril 2005. À la date du 25 juin 2006, la liste compte 185 abonnés. Les nationalités représentées dans les abonnements reflètent la diversité du réseau, malgré une sur-représentation des Français et des Italiens. La liste diffuse d'ailleurs des informations en quatre langues : français, anglais, italien et allemand.

Les membres du réseau sont invités à diffuser par ce canal toutes les informations à leur disposition pouvant intéresser les autres chercheurs en histoire de l'intégration européenne, en les envoyant par mail au modérateur de la liste qui les diffusera à l'ensemble des abonnés. L'adresse de contact est la suivante : richie@cines.fr. L'approvisionnement en information provient d'un nombre toujours trop restreint de chercheurs, et certains pays européens restent malheureusement sous-représentés.

☛ Bilan du site Web Richie (Émilia Robin Hivert, webmestre)

Le site Web de Richie a ouvert le 10 octobre 2005 à l'adresse <http://www.europe-richie.org/>¹. Il est désormais bien référencé : sur Google France, « Richie » vient en quatrième place, et « Europe Richie » en premier. Sur le Google anglophone, « Richie » est placé loin, mais « Europe Richie » est premier.

Depuis l'ouverture du site Richie, sa fréquentation a augmenté régulièrement. Le tableau ci-dessous récapitule l'évolution de la fréquentation. L'information la plus intéressante figure en orange dans le graphique en haut à droite. Il s'agit du nombre de « sites » différents qui se sont connectés, ce qui donne une bonne approximation du nombre de personnes différentes qui ont consulté le site. De 460 environ en novembre, on est passé à 720 en février, jusqu'à 1300 en mai. Le nombre impressionnant de 11879, à gauche, correspond au total de connexions enregistrées au mois de mai sur le serveur Web (texte, images, feuilles de style, formulaires, etc.).



¹Il est hébergé par l'APINC (association pour la promotion d'un Internet non commercial, <http://www.apinc.org/>), qui nous fournit également l'infrastructure pour les listes de diffusion, ainsi que des statistiques régulières de fréquentation. Le tableau a été généré automatiquement par notre hébergeur, avec le logiciel WebDruid.

Les visiteurs consultent en priorité l'agenda, mais aussi les notices biographiques du premier colloque Richie à Paris au printemps 2005. Celles-ci tiennent lieu d'un embryon d'annuaire, avant un véritable annuaire qui devrait voir le jour à la rentrée 2006. Le reste se répartit entre les groupes de travail, le premier numéro de la Newsletter, les archives. Le site Web semble jouer son rôle d'information. Par exemple, à la date du pique-nique organisé à Paris le 22 juin, 49 personnes avaient regardé l'annonce.

La majorité des visiteurs arrivent sur le site soit grâce à leurs « favoris », soit en suivant un lien depuis un site Web ou un logiciel de courrier. Un petit nombre nous arrive par le biais d'un moteur de recherche, à la suite de requêtes variées. En mai 2006, par exemple, environ 10-15% des requêtes concernaient réellement Richie (« Richie », « Richie Network », « Richie II Conference », etc.). Le reste consistait pour un quart en recherches concernant un individu, pour trois quart en recherches variées. La plupart du temps, les internautes aboutissent au site Richie en faisant des recherches concernant la recherche et l'histoire européenne : « appel à communication pour des colloques d'histoire en 2007 », « avantages and disadvantages for romanian integration in UE », « bourses d'études aux étudiants rwandais dans les universités belges », etc. Dans certains cas, les recherches sont sans rapport : « Les sports d'opposition sont ils bénéfiques aux jeunes », « web cam gratuite », etc.

ARTICLES

☛ The History of European Research Society – HEIRS (Linda Risso)

Initiated in the summer of 2004 by a group of doctoral researchers, the History of European Integration Research Society (HEIRS) aims to facilitate communication and the exchange of information among researchers with an interest in the history of European integration. In particular, HEIRS was established to overcome the sense of isolation that many postgraduate students experience during their doctoral research and to offer a forum to exchange information and initiate collaboration. HEIRS is currently managed by six researchers of different academic backgrounds and institutional affiliations : Lucia Faltin, Marion Guiral and George Wilkes (from University of Cambridge), Brigitte Leucht and Katja Seidel (from University of Portsmouth) and Linda Risso (from Université Libre de Bruxelles).

Initially aimed at gathering together researchers working in British universities, HEIRS has expanded considerably over the past two years and has established strong links with universities and research centres on the Continent. It counts **160 members from more than 12 European countries**.

Over the past two years, HEIRS has developed into an active and lively network. The HEIRS annual conferences have offered young researchers the chance to meet and present the results of their ongoing research in a friendly and supportive environment. The aim of these meetings is to bring together researchers from across Europe and from different backgrounds and to put them in contact with established academics. At the **first conference, in November 2004 in Cambridge**, researchers gathered to discuss the broad state of research in the field of European integration history. Further, the conference provided a forum to openly discuss various pragmatic issues related to the PhD process, ranging from the difficulties in retrieving information regarding ongoing research to the challenges of multinational (archival) research.

The **second conference (Portsmouth, November 2005)** featured a more specific goal, namely to explore interdisciplinary and/or methodological issues relating to the study of European integration. Under the heading "The making and unmaking of the European Union : Fifty-five years of crabwalk?", research students and postdoctoral researchers from all over Europe and from diverse disciplinary backgrounds assembled to present their ideas and findings. The booklets with respective collections of conference papers are accessible online. Whilst the first two international conferences were held in the UK, the third conference is going to be organised by Sofie Huber in Geneva, Switzerland.

Moreover, HEIRS has sought to foster and intensify networking activities through other formats, such as its website (<http://www.cjcr.cam.ac.uk/heirs/heirs.html>) and mailing list. The website offers useful information on new publications, links to archives and institutions pertaining to the study of European integration and details on organisations and students groups which may be of interests to researchers working of Modern European History. HEIRS also circulates information about conferences, workshops, scholarship and funding opportunities through its mailing list.

In 2006, the Society has organised its **first Essay Prize competition**. The prize was awarded to Takeshi Yamamoto's essay on "Détente or Integration? : EC Response to Soviet Policy Change towards the Common Market, 1970–1975". In selecting the winning paper, HEIRS has relied on the expertise of a high-ranking panel of judges comprising Prof. Gérard Bossuat (Université de Cergy-Pontoise), Prof. Robert Gildea (University of Oxford), Dr. Piers Ludlow (London School of Economics) and Prof. Wolfgang Schmale (Universität Wien). The winning essay is going to be published in the journal Cold War History which is part of the Taylor&Francis Group and housed by the LSE Cold War Studies Centre.

The RICHIE and HEIRS Steering Committees are going to meet in early July 2006 in London to explore ways to tighten collaboration among the two societies and possibly plan future common activities.

For information, please write to Linda Risso : linda.risso@gmail.com

✉ **Les Libéraux britanniques et l'Europe : ambivalences et euroscepticisme, 1997–2006 (Christophe Le Dréau²)**

Remarque liminaire : cet article est une retranscription partielle d'une communication donnée au colloque organisé les 9 et 10 juin 2006 à Paris (Université de Paris III) sur « La Grande-Bretagne et l'Europe depuis 1997 ». Il s'agit donc d'un « work in progress » ou d'un simple rapport d'étape qui ne tient pas compte des questions posées sur ce travail lors du colloque, des réflexions personnelles de l'auteur depuis la présentation orale. L'étude de certains groupes eurosceptiques qui n'ont pas été évoqués à l'oral pour des questions de temps seront ajoutés et discutés dans la version écrite de la communication. Une version complétée et achevée sera publiée aux Presses Universitaires de Dijon en 2006 ou 2007 dans les actes du colloque.

Introduction : Le mythe du complot libéral

Né au XIX^e siècle, formé au XIX^e siècle, il lui répugne tout de même de s'abandonner complètement à l'internationalisme tel que le conçoivent les révolutionnaires, les marxistes. Il cherche un moyen terme entre l'idée internationale et l'idée de patrie. Il croit la trouver

²Agrégé d'histoire, Université de Paris 1–Panthéon Sorbonne; Chargé de cours à l'Institut d'Études Politiques de Paris.

à la fois dans la SDN et dans l'idée européenne. C'est que notre « bon européen » est un libéral, il représente même l'effort du libéralisme pour se renouveler, s'élargir, s'adapter au siècle antilibéral qu'est déjà le nôtre...³

Peu de temps après l'épisode du plan Briand, en 1929, première véritable tentative d'établir une communauté européenne, l'aristocrate Gonzague de Reynold, conservateur et catholique, lançait son cri de haine contre l'Europe des libéraux. Depuis cette date l'adhésion sans faille des libéraux au projet d'Europe unie semble être une réalité et un lieu commun incontournables alors que fleurissent les slogans hostiles sur l'« Europe libérale » ou l'« Europe ultra-libérale »⁴. Les noms de William Beveridge, Walter Layton, Lionel Robbins, Arthur Salter⁵ et de tant d'autres rappellent la réalité de leur engagement européiste en Grande-Bretagne. Le parti Libéral Démocrate (ou Lib Dems), apparu en 1988 par la fusion du Social Democratic Party et du Liberal Party, occupe aujourd'hui encore une place à part dans le paysage politique britannique⁶, étant la seule des trois grandes formations politiques à vocation gouvernementale à ne pas être menacée d'implosion par la question européenne.

Pourtant, les Libéraux sont les grands oubliés des recherches sur la construction européenne si l'on compare le nombre d'études qui leur sont consacrées à celles sur la famille démocrate-chrétienne ou social-démocrate⁷. Probablement parce que l'européisme des libéraux est un non-objet d'étude tant leur engagement paraît acquis. La présente analyse ne prétend pas combler toutes ces lacunes, ni offrir un tableau global de l'attitude des libéraux britanniques face à l'Europe, mais seulement souligner un aspect rarement mis en avant chez les libéraux : les ambivalences de leur discours européen, l'existence d'un courant eurosceptique libéral.

On cherchera donc à expliquer pourquoi il n'y a pas eu la structuration d'une minorité, significative et durable, capable de porter un discours eurosceptique au sein des Lib Dems. Dans le même temps, il s'agira de souligner la frilosité croissante des libéraux britanniques face à l'Europe et la mise en place récente d'un embryon de courant anti-européen parallèlement aux tentatives répétées de Paddy Ashdown puis de Charles Kennedy, et de Menzies « Ming » Campbell aujourd'hui, pour édulcorer le discours fédéraliste du Liberal Democrat Party. Le parti est face à deux alternatives : se doter d'une identité politique originale, entre les travaillistes et les conservateurs, en utilisant le thème des relations internationales, à savoir le soutien à l'Europe, le refus de l'intervention à l'Irak ; se suicider politiquement en se coupant d'une partie de leur électorat qui ne se distingue pas des électeurs du Labour et du Conservative Party sur la question européenne. Déjà en 1961, Violet Bonham Carter, pilier du Parti Libéral et fille de l'ancien premier ministre Asquith, posait le dilemme européen des libéraux :

³Gonzague de Reynold, *L'Europe tragique*, Paris, Spes, 1935, p. 397.

⁴Le prix Nobel d'économie Maurice Allais s'est offusqué de cette assimilation du libéralisme à l'Union européenne telle qu'elle existe actuellement : « Suivant les avis les plus autorisés, à gauche comme à droite, le projet de Constitution, s'il était adopté, représenterait un rempart majeur contre "les excès du libéralisme". Une confusion essentielle résulte ici de la signification attribuée au mot libéralisme. En fait, la doctrine libérale est une doctrine politique destinée à assurer les conditions, pour vivre ensemble, des ressortissants d'une collectivité donnée. Mais, dans les discussions actuelles, le "libéralisme" correspond à ce qu'il conviendrait plutôt d'appeler la "chienlit laisser-fairiste". Il convient donc de mettre entre guillemets le mot "libéralisme", tel qu'il est utilisé actuellement par les principaux partis politiques. Je me bornerai ici à deux exemples particulièrement significatifs, parmi une multitude d'autres. Le 24 mars 2006, Jack Lang a présenté sur RTL un exposé passionné soutenant que la seule protection contre "les excès du libéralisme" était l'adoption du projet actuel de Constitution. Le même jour, la presse faisait état de la "charge de Jacques Chirac contre l'Europe libérale", en s'appuyant précisément sur la protection qui serait assurée par le projet de Constitution contre les excès de l'"Europe libérale". » (Maurice Allais, « Aveuglement », *Le Monde*, 15 mai 2006).

⁵Christophe Le Dréau, *Arthur Salter face à l'idée d'Europe unie (1929-1951)*, Mémoire de DEA sous la direction de Robert Frank, Université de Paris 1-Sorbonne, Institut Renouvin, 2001.

⁶Chris Cook, *A short History of the Liberal Party (1900-1988)*, Basingstoke, Macmillan, 1998.

⁷Pascal Delwit, dir., *Libéralismes et partis libéraux en Europe*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2002, 292 p. Nicolas Rousselier, *L'Europe des libéraux*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1991, 225 p.

Both the major parties are, as you see, split down the middle about it and one understands exactly why. Many Tories still don't realise that we have already lost "national sovereignty", through NATO, UN, GATT, IMF, etc., etc. (Suez was a good practical demonstration of this fact). The Labour Party are jingo little Englanders, economic Nationalists and xenophobes who dread the "foreigners". Liberals alone have been united in backing the Common Market, but they will get no credit for it, I fear!⁸

L'ère Paddy Ashdown, un certain âge d'or (1988–1999)

Le Liberal Democrat Party est le seul parti britannique à soutenir officiellement le fédéralisme européen. Certains ont voulu voir dans ce positionnement européiste la volonté de se démarquer tant des travaillistes que des conservateurs, de se doter ainsi d'une identité politique forte alors que l'idéologie libérale traditionnelle se diluait tant au Conservative Party de Margaret Thatcher qu'au Labour Party de Tony Blair⁹. La prise en main du Parti travailliste par Tony Blair a eu une évolution certaine sur la position des Lib Dems :

On peut en effet observer un léger changement d'attitude vis-à-vis de l'Europe depuis 1994, moment où l'évolution du Parti travailliste rapprochait celui-ci du centre et où les libéraux-démocrates pouvaient donc s'interroger sur une alliance, formelle ou informelle, avec le New Labour. Entrevoquant la possibilité de s'approcher du pouvoir, le parti de Paddy Ashdown atténua sa position européiste, en récusant désormais le fédéralisme.¹⁰

Il faut poursuivre par un constat : il n'y a jamais eu de faction eurosceptique structurée, durable et significative au sein des Lib Dems, pas de minorité hostile à l'Europe capable de proposer un discours alternatif sur la construction européenne. Que le parti libéral démocrate n'ait jamais été menacé d'implosion en raison de la question européenne durant tout le leadership de Paddy Ashdown est la grande originalité des Lib Dems dans le paysage politique britannique. Tout au plus faut-il parler d'individualités marginales et isolées. Qu'il suffise de rappeler qu'en 1992 un seul MP libéral démocrate, sur les 20 que compte alors le parti à la Chambre des Communes, a voté contre le traité de Maastricht. Il faut expliciter cette énigme. Trois types d'interprétations ont été avancées :

- idéologiques : les pères fondateurs de l'internationalisme libéral, Richard Cobden en tête au XIX^e siècle, plaidaient déjà pour les États-Unis d'Europe. Le libéralisme est une source évidente de l'européisme moderne.
- politiques : la mise à l'écart forcée du pouvoir a permis aux libéraux de développer un discours sur l'Europe moins pragmatique, plus radical, en l'occurrence ici fédéraliste, sans avoir à gérer les compromis et compromissions.
- structurelles : « l'unité est plus facile lorsque le parti est de taille réduite »¹¹.

Nous proposons ici l'hypothèse que s'il n'y a pas eu la structuration d'une minorité eurosceptique significative et durable au sein des Lib Dems, ce n'est pas en raison d'une foi européiste plus poussée que dans les autres partis britanniques et marginalement pour des facteurs politiques et structurelles. L'explication est avant tout historique. Cela tient essentiellement aux aléas et aux hasards de l'itinéraire du parti libéral : les cadres et les militants du parti auraient pu

⁸Mark Pottle, dir., *Daring to hope : the Diaries and Letters of Violet Bonham Carter (1946–1969)*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, p. 240. La lettre est datée du 15 juin 1961.

⁹Scott Clarke, John Curtice, "the Liberal democrats and european integration", dans David Baker et David Seawright, dir., *Britain For and Against Europe*, Oxford, Clarendon Press, 1998. On rapprochera cette vision de l'Europe comme facteur d'identité politique de l'attitude de l'UDF en France. Les deux partis collaborent d'ailleurs activement au sein de Alliance of Liberals and Democrats for Europe, au Parlement de Strasbourg.

¹⁰Pauline Schnapper, *La Grande-Bretagne et l'Europe : le grand malentendu*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2000, p. 162.

¹¹*Ibid.*, p. 160.

former l'ossature d'une telle faction hostile à l'Europe ont choisi, en 1988, de refuser la fusion du SDP et Liberal Party. Ils ont fait le choix de quitter le parti, laissant la direction des Lib Dems développer sans contestation sa position officielle sur l'Europe.

On fait rarement l'histoire des vaincus mais il convient de rappeler que le processus de fusion de 1988 entre le Social Democratic Party (SDP) et le Liberal Party a été houleux¹² et que, surtout, son résultat a été la création, non pas d'un seul mais de trois partis politiques : les Lib Dems de Paddy Ashdown, le principal et le seul à occuper une position de choix ; le SDP qui refuse de disparaître et perdure jusqu'en 1990 sous la direction de David Owen ; enfin un Liberal Party distinct des Lib Dems, refondé en 1989 par une poignée de libéraux menée par le MP Michael Meadowcroft.

David Owen¹³ a suivi un parcours tortueux. Dans les années 1970, il soutient l'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE avant d'occuper en 1977 le poste de Foreign Secretary. Alors que Michael Foot prend la tête du Labour Party et opère un virage à gauche, il forme, avec Roy Jenkins, Bill Rodgers, Shirley Williams, la « bande des quatre » (*Gang of Four*) qui fait scission et fonde le Social Democratic Party. Il dirige celui-ci de 1983 à 1987¹⁴. Seul de la Bande des Quatre à refuser la fusion avec le Liberal Party, rapidement, il refonde le SDP en 1988 avant de se résoudre à son échec final en 1990¹⁵. En 1992, Owen appelle à voter libéral-démocrate là où ceux-ci sont prêts à l'emporter, ou à défaut conservateur pour barrer la route au Labour. David Owen opère depuis lors un lent chemin en direction du thatchérisme¹⁶. Parallèlement à sa conversion au conservatisme, D. Owen est devenu l'un des figures de l'euroscpticisme en Grande-Bretagne. Chairman de New Europe¹⁷, il collabore à Business for Sterling avec qui il anime jusqu'en 2005 la campagne « No to the Euro »¹⁸.

Le Liberal Party de Michael Meadowcroft¹⁹ pourrait aujourd'hui prétendre au statut de « single-issue party » tourné vers l'euroscpticisme. Désormais pris en main par Steve Radford²⁰, il bénéficie d'une réelle implantation locale, à Liverpool en particulier. Sur l'Europe, le Liberal Party se prononce clairement contre l'Euro, lançant en 2001 une campagne intitulée « Stuff the Euro »²¹. Le Liberal Party milite activement pour le recours systématique au référendum pour les questions européennes²². Son programme est résumé par le slogan de « Commonwealth of Europe » :

¹²On suivra le récit de Paddy Ashdown dans son journal intime publié depuis.

¹³Né en 1938, MP travailliste de Plymouth à partir de 1966, entre à la Chambre des Lords en 1992. Ses archives, conservées à l'Université de Liverpool, ne manqueront pas d'intéresser les historiens.

¹⁴Ivor Crewe and Anthony King, *SDP : The Birth, Life and Death of the Social Democratic Party*, Oxford, Oxford University Press, 1996.

¹⁵Le SDP n'existe plus en tant que parti national mais perdure toujours localement en tant que groupe politique local comme à Bridlington, dans le Yorkshire. En 2006, Christine Allerton est la seule « mayor » britannique portant l'étiquette SDP. John Bates est son président depuis 1991.

¹⁶John Major l'a approché pour lui confier un poste ministériel, prix de son adhésion au parti conservateur.

¹⁷Fondé en 1999, New Europe se définit comme un « cross-party group » dont le slogan est « Oui à l'Europe, non à l'Euro ». New Europe travaille conjointement à Business for Sterling et a tendance à ce confondre avec cette dernière. En septembre 2000, Business for Sterling et New Europe co-organisent la campagne « No » contre l'adoption de l'euro par la Grande-Bretagne.

¹⁸En 2005, la campagne s'interrompt alors qu'il semble acquis que le gouvernement de Tony Blair ne s'engagera pas dans le combat d'un référendum.

¹⁹Né en 1942, il est MP libéral de Leeds West de 1983 à 1987. À partir de 1967, il est l'un des permanents du parti pour le Yorkshire et appartient à l'équipe qui négocia la fusion SDP-Liberal Party.

²⁰Né en 1957, il édite le magazine homosexuel *Scotsgay*. Il est aussi le principal organisateur de la Pride Scotia March. Il occupe aujourd'hui le poste de chairman du Liberal Party.

²¹<http://www.stufftheeuro.org.uk/>

²²Une résolution, votée lors de l'Assemblée du parti d'octobre 2003 à Kidderminster, proclame : « The Assembly believes that the Party's commitment to a written constitution requires the use of referenda to amend such a constitution », tout en ajoutant que « The Liberal Party is opposed to the use of referenda except for determination of constitutional changes ». L'Assemblée de 2001 s'est également prononcée contre l'adoption du système métrique.

Elected, Liberal Party European Members of Parliament would work within the existing structure to persuade colleagues that there is no future in the European Union as currently constituted. We wish to replace what is popularly seen to be a malign and dictatorial institution with a benign, democratic body, the Commonwealth of Europe (CoE). Directives, secretive horse-trading between the ministers of member states and coercion based on the lowest common denominator would be replaced by openness, co-operation, free exchange of ideas and encouragement of best practice. Unlike the "British" Commonwealth, the United Nations and the Council of Europe, our Commonwealth of Europe would be governed by a democratically elected European Parliament. And, unlike the current talking shop in Strasbourg, our CoE Parliament would hire and fire the European Commissioners. Moreover, we would like the CoE Parliament to oversee its own budget, initiate legislation, and hold its civil servants to account. We envisage that CoE income would be levied according to a fixed percentage of each nation's Gross National Product.²³

L'histoire virtuelle n'est pas une discipline universitaire mais force est de constater que les quelques MPs du SDP, alliés à Michael Meadowcroft, renforcés par les georgistes et les laissez-fairistes du parti Libéral-Démocrate, et sous la férule de la très forte personnalité de David Owen, auraient dû former cette faction eurosceptique dont l'absence fait l'originalité des Lib Dems. Mais les eurosceptiques libéraux ont choisi de se structurer en dehors des Lib Dems²⁴. La conséquence directe et heureuse fut que l'ère Paddy Ashdown a connu une réelle sérénité face au débat européen. Mais l'unité des Lib Dems face à l'Europe est ainsi pour le moins fragile et donc ne peut être que temporaire. L'engagement européen du parti Libéral démocrate est dès lors surtout marqué par l'ambivalence car son soutien peut se lire à différents niveaux.

Au niveau des dirigeants, depuis l'entre-deux-guerres, la position du Parti Libéral a été un soutien sans faille à la construction européenne. Jérémy Thorpe, dans ses mémoires, statuait que « this is not a matter of arithmetic, but one of principle. This is not the first time we in the Liberal Party have brunt of Europe, nor will it be the last. The Liberal Party pioneered the movement towards European unity in this country? »²⁵. Depuis sa transformation en Liberal Democrat Party en 1992, ses dirigeants successifs ont eu à soutenir, sans états d'âme, le Traité de Maastricht (Paddy Ashdown) et le projet de Constitution européenne (Charles Kennedy). Repris en main par Menzies Campbell depuis mars 2006, les Lib Dems auront à témoigner de leur attachement à l'Europe en crise depuis le refus de la constitution européenne en France et aux Pays-Bas²⁶.

Au niveau des militants, les sondages font apparaître des résultats surprenants. Leur conviction européenne est en général inférieure à celle des militants du New Labour par exemple. Lors de la conférence annuelle du Parti Libéral démocrate, en septembre 2005, pour la première fois, le thème du soutien à la politique européenne a été utilisé comme levier pour contester l'autorité du leader Charles Kennedy : « Europe is capable of dividing the Liberal Democrats just as it does the Conservatives »²⁷.

Troisième et dernier niveau enfin, les électeurs libéraux face auxquels les candidats du Liberal Democrat Party doivent souvent adapter le discours européen officiel des dirigeants à un électorat peu sensible au thème de l'Europe, voire eurosceptique. En 1997, seuls 45% des électeurs

²³Extrait de la brochure *Are you fed up with the European Union? So we are* du Liberal Party en 1999.

²⁴Déjà en 1950, les principaux opposants à la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, le très virulent Dingle Foot en tête, avaient finalement quitté le parti libéral pour rejoindre, dans le cas de ce dernier le Labour. Arthur Salter, qui co-rédigea le 16 juin 1940 avec Jean Monnet, un projet d'Union franco-britannique, acclama la CECA mais se montra frileux devant la CEE ; il se rapproche des rangs conservateurs à partir de 1950.

²⁵Jérémy Thorpe, *In My Own Time*, Londres, Politics, 1999, p. 187.

²⁶Baines, Malcolm, « Liberals and Europe : The development of the Liberal commitment to Europe, 1945-64 », *Journal of Liberal History*, Volume 42, printemps 2004.

²⁷L. Bennie, J. Curtice et W. Rudig, « Party Members », dans D. MacIver, dir., *The Liberal Democrats*, 1996, p. 142.

libéraux-démocrates se déclaraient en accord avec les intentions européistes du parti : l'économie, l'éducation et depuis 2003 l'opposition à l'intervention en Irak sont des thèmes plus attractifs que l'Europe²⁸. Ne se trouve-t-on pas alors face à un parti pour lequel l'Europe n'est qu'une épée de Damoclès alors que des lignes de clivages apparaissent entre une élite européiste et une base eurosceptique ? La contradiction entre ces trois niveaux est souvent résolue par un discours unique et passe-partout sur le thème très ambivalent de la réforme nécessaire des institutions de Bruxelles. Cet appel à la démocratisation des institutions bruxelloises permet d'afficher un européisme qui n'est pas contradictoire avec les doutes des militants et des électeurs libéraux.

L'ère Charles Kennedy, le temps des défis (1999–2006)

Charles Kennedy succède à Paddy Ashdown en 1999. La tâche du nouveau leader n'est pas aisée car il doit alors faire face à trois défis européens majeurs qui, au sein des partis conservateur et travailliste, auraient constitué autant de facteurs de division : l'adoption de l'Euro par la Grande-Bretagne, le recours à la pratique du référendum pour les grandes questions européennes, la constitution pour l'Europe à 25.

Le premier défi majeur se présente durant l'année 2003. Tony Blair et Gordon Brown tergiversent sur l'adoption de l'Euro et sur l'opportunité d'un référendum sur le sujet, jusqu'à ce que l'intervention anglo-américaine en Irak ne jette un voile définitif sur la question. L'action des Lib Dems consiste essentiellement à faire pression sur le gouvernement Blair afin qu'il inscrive l'Euro dans l'agenda politique, qu'il fixe un calendrier pour l'organisation d'un référendum.

Au-delà de ce soutien *a priori* très clair, le débat sur l'Euro montre très nettement l'évolution des Lib Dems sur la question européenne. Alors que Charles Kennedy affirme sans aucune réserve son envie de voir la Grande-Bretagne adopter l'Euro, il accepte la procédure du référendum pour son adoption. Par principe, et avec des arguments très classiques, les libéraux ont toujours été hostiles à la pratique du référendum, au nom de la souveraineté absolue du parlement. Le référendum a toujours été perçu comme une ingérence inacceptable de l'exécutif dans la sphère législative. Déjà lors du référendum de 1975, Jérémy Thorpe avait défendu cette posture de principe et condamné le référendum. Désormais, avec Charles Kennedy, la procédure du référendum est devenue incontournable pour toutes les questions européennes, l'Euro mais aussi la constitution européenne. Sur ce point précis, force est de constater que les Lib Dems ont accepté les arguments des conservateurs, menés par Iain Duncan Smith, sur la souveraineté populaire.

Deuxième évolution, les Lib Dems acceptent le principe des 5 tests économiques proposés par Gordon Brown afin d'évaluer la possibilité pour la Grande-Bretagne d'intégrer l'Euro. La méthode est jugée positive et rationnelle. Les Lib Dems ont certes réuni leur propre groupe d'économistes qui affirme qu'aux yeux de ces critères, la Grande-Bretagne est prête à l'adhésion mais se sont gardés de prendre part à la polémique qui sous-entendait que les critères de Gordon Brown n'étaient qu'un artifice afin de décréter l'impossibilité d'organiser un référendum tout en se ménageant une porte de sortie honorable.

De même face à la constitution européenne, les libéraux-démocrates ont montré un visage pour le moins ambivalent. Ils se sont certes octroyés des places éminentes dans le débat et il suffira ici d'évoquer Andrew Duff qui fut l'une des personnalités marquantes de la convention européenne chargée de rédiger le texte de la Constitution :

Chef de file des libéraux au sein de la Convention, passé par Cambridge et l'université de Bruxelles, c'est un peu Démosthène avant les galets, il est affecté d'un irrépressible bégaie-

²⁸ Andrew Russell et Edward Fieldhouse, *Neither Left or Right : the Liberal Democrats and the electorate*, Manchester, Manchester University Press, 2005, 272 p.

ment. Le prodige, c'est qu'il a tant d'intelligence, d'humour et d'esprit, qu'il est quand même très écouté et apprécié de tous ses collègues.²⁹

Il rédige pour l'occasion un projet de constitution qui a « l'heur de plaire à Giscard, au moins partiellement, pour la simple raison que Duff propose l'élection du président de la Commission par un congrès réunissant les députés européens et un nombre égal de parlementaires nationaux »³⁰

En mars 2003, Lord MacLennan est chargé de rédiger un document présentant la position des Lib Dems sur la constitution, *The Future of Europe*. Ce texte doit être présenté lors de la conférence annuelle du parti. Les débats lors de la rédaction du texte portent essentiellement sur le terme « ever closer union » qui est finalement écarté de la version finale. Le document conçoit désormais la constitution comme un moyen de fixer l'extension des pouvoirs de Bruxelles et non comme une simple étape vers leur extension. Une expression, née au sein du parti conservateur, l'euro-réalisme, commence à faire florès dans les rangs libéraux-démocrates. Au nom de cet euro-réalisme, l'Euro, le pacte de stabilité, la PAC, la Banque centrale européenne font l'objet de critiques constructives. Charles Kennedy a pu déclarer ainsi à propos de ce document :

Giving a harder edge to our policy, which is what we are trying to do in this document, both on the institutions of Europe as well as in the currency itself, I think is entirely sensible because we are coming under more scrutiny as a political party [...]. We are not starry-eyed optimists about this kind of issue [...]. Our job as a pro-European party is to be a candid friend in such circumstances.³¹

La direction choisie est clairement l'euro-réalisme³².

Le processus de ratification de la constitution connaît finalement un arrêt brutal avec les « non » français et néerlandais. Le parti Lib Dems se doit alors de proposer un scénario de sortie de crise. Charles Kennedy effectue cette démarche dans un article qu'il intitule « Europe needs a dose of realism ».³³ Ses propositions peuvent être résumées en quelques points. En premier lieu, un rappel de principe à son attachement personnel à la constitution européenne pour laquelle les Lib Dems ont toujours milité (« In my view the Constitution is not perfect but remains a laudable attempt at making the EU that bit more accountable, efficient and transparent »). Parallèlement, Charles Kennedy fait un constat assasin : la constitution européenne est morte (« We European nations are democracies. That is our driving strength. There is little likelihood of the people of France and the Netherland reversing their vote in further referendums. And without them this Treaty cannot be enacted »). On ne réanime pas un mort : « The first dose of realism is this. In practical terms the EU constitution is dead, if not yet buried. The European Council should recognise that fact and the ratification process should be suspended ». C. Kennedy propose donc comme première mesure la mise en place d'un moratoire qui bloquerait provisoirement tout le processus de ratification du texte constitutionnel (« We need a period of stability much removed from the constant churn of treaty that we have lived through over the last decades »).

La deuxième dose de réalisme consiste alors à mettre en place des réformes, immédiatement applicables et ne nécessitant pas la mise en œuvre d'un nouveau texte constitutionnel (« If there are non-controversial reforms which help to achieve greater transparency and efficiency, then they should be explored »). Parmi les mesures possibles même avec l'échec de la constitution, la réforme de la Politique Agricole Commune (PAC) avant tout. Ensuite, poursuivre le processus

²⁹ Alain Dauvergne, *L'Europe en otage ? Histoire secrète de la Convention*, Paris, Éditions Saint-Simon, 2004, p. 58. On lira aussi avec profit Alain Lamassoure, *Histoire secrète de la Convention européenne*, Paris, Albin Michel, 2004, 525 p.

³⁰ Alain Dauvergne, *op. cit.*, p. 113.

³¹ « Kennedy hardens his stance on Euro », *The Times*, 15 mars 2003.

³² « Lib Dems asked to cool their EU fervour », *The Times*, 10 mars 2003.

³³ C. Kennedy, « Europe needs a dose of realism », *The Independent*, 15 juin 2005.

de libéralisation des échanges dans le domaine des services (si le nom de la directive Bolkenstein ne figure pas dans l'article, la référence est évidente). Enfin, deux réformes qui, pour des euro-péistes, pourraient apparaître comme des reculs dans l'intégration européenne : le renforcement du principe de subsidiarité, en particulier en matière sociale ; la défense du rabais britannique dans le budget européen, négocié en son temps par M. Thatcher car « the Government is quite right to resist renegotiation of the British rebate, unless it goes hand with thorough reform of the Common Agricultural Policy ». La pratique référendaire est jugée plus que toujours nécessaire pour le débat européen (« Any change in the relationship between the Union, the member states and its citizens should only be approved in Britain through a referendum, so any reform undertaken during the moratorium should not involve the transfer of power to the EU from national Governments »).

En somme, à l'échelle européenne, Kennedy propose l'arrêt de l'extension des pouvoirs de Bruxelles, tandis qu'au niveau national, la position du leader des Lib Dems diffère peu de la position officielle du gouvernement de Tony Blair. La vision européenne du New Labour est désormais très proche de celle des Libéraux-démocrates. Du moins y a-t-il eu un rapprochement des positions.

En 2005, les Lib Dems tiennent leur conférence annuelle à Blackpool. Les débats sont houleux alors que Charles Kennedy est contesté en raison des rumeurs sur son alcoolisme.

La direction du parti est mise à mal sur de nombreux sujets, la privatisation du Royal Mail, l'Europe, etc. Elle défend alors un projet de résolution sur le budget européen qui lie son augmentation à une réforme de la PAC. La résolution est finalement rejetée par les congressistes. Au-delà de cet anti-événement, sans grande conséquence tant sur la vie politique britannique que sur celle des libéraux-démocrates, les interprétations possibles sont multiples et témoignent d'une normalisation progressive des Lib Dems dans le paysage politique britannique.

Le rejet de la résolution sur le budget européen montre une ligne de fracture très nette au sein du parti. Deux camps se dessinent avec d'un côté la direction du parti soutenue par les MPs siégeant à Westminster, de l'autre côté les MEPs de Strasbourg et les « councillors » représentant la base locale et régionale du parti. Très clairement le second camp est celui des perdants des réformes pronées par leur propre parti : les parlementaires européens qui craignent que, sous couvert de critiques de la bureaucratie bruxelloise, de défense de la subsidiarité, on n'entrave la montée en puissance des pouvoirs du Parlement de Strasbourg. On retrouve aussi ceux qui, avec la réforme de la PAC et l'élargissement de l'Europe, craignent une baisse des subventions européennes. Chris Davies a mené la fronde contre les tenants de l'euro-réalisme tels que Nick Clegg et Vincent Cable. En décembre 2005, Chris Davies avec 12 MEPs condamnent publiquement tous les projets de réforme radicale de la PAC.

Signe de cette normalisation, pour la première fois lors d'un congrès des Lib Dems, l'Europe sert de moyen de contestation de l'autorité du leader. Outre le contexte de l'élargissement de l'Union européenne, l'intervention britannique en Irak aux côtés des USA explique en partie cette ligne de clivage. On a souligné que le discours pro-européen s'inscrivait dans un cadre anti-américain, l'Europe-puissance ici défendue étant davantage conçue comme un instrument d'indépendance vis-à-vis des USA et non comme un moyen de résister à la montée en puissance des pays émergents, l'Inde, la Chine en tête. La conférence de Blackpool est aussi la remise en cause du mythe de la relation spéciale par les Lib Dems.

L'ère Ming, la normalisation des Lib Dems (mars 2006– ?)

L'ère Ming semble d'ores et déjà placée sous le signe d'un leadership faible et contesté, à moins que Menzies Campbell n'impose rapidement son autorité sur un parti qui doute sur son identité et son image publique. Les temps semblent donc propices à la structuration au sein du parti d'un courant eurosceptique capable de contester la politique officielle défendue par la direction.

Nous regarderons ici quelques personnalités capables de constituer l'ossature de cette tendance eurosceptique. Nick Harvey³⁴ a une place particulière au sein des Lib Dems puisqu'il fut le seul MP libéral-démocrate à voter, en 1992, contre le Traité de Maastricht qu'il juge alors « totally illeberal »³⁵. Cela lui donne une stature de précurseur et de porte-étendard de l'euroscepticisme au sein du parti Liberal Démocrate. De 1992 à 2003, Nick Harvey a eu tendance à s'éloigner de l'euroscepticisme. Sa frilosité récente a probablement une motivation électoraliste puisque dans sa circonscription l'United Kingdom Independence Party (UKIP) présente un candidat de premier plan, son leader, Roger Knapman³⁶. Harvey s'est donc vu contraint de recentrer son discours sur l'Europe afin de ne pas se laisser déborder par les surenchères eurosceptiques et marquer sa différence³⁷. En 1999, il soutient timidement l'Euro mais « even if recently diluted, his euroscepticism makes him unusual, to say the least, in the parliamentary party, although it might offer a hint to his local popularity »³⁸. Depuis 2003, de manière croissante, Nick Harvey exprime une position très critique à l'égard de l'Europe : contre l'Euro, contre la constitution.

Il y a tout ensuite un ensemble de personnalités que l'on pourrait placer à la gauche du parti. Alistair Carmichael³⁹ est l'un de ceux qui incarnent le discours anti-européen au sein des Lib Dems. Son hostilité à l'Europe s'inscrit explicitement dans son positionnement à la gauche du Lib Dems. Carmichael est l'une des figures influentes du Beveridge group, un « Ginger group » qu'il a fondé en 2001 avec Paul Holmes, John Barrett et John Pugh afin de défendre une certaine vision du libéralisme, interventionniste, social, à l'image de celui prôné par William Beveridge⁴⁰ et accessoirement Keynes. On les appelle parfois Social Liberals. On peut caractériser ce groupe d'eurosceptique en ce qu'il s'oppose au libéralisme économique prôné par Bruxelles. Sur un plan interne, ils sont de fermes adversaires du *Orange Book*⁴¹, livre-programme de l'aile néo-libérale du parti. Au congrès de 2005, les membres du Beveridge Group se sont clairement présentés comme un groupe uni, opposé la direction de Charles Kennedy en rejetant deux projets défendus par ce dernier : la privatisation de la Poste, le budget européen. En janvier 2003, 3 MPs se prononcent publiquement contre la monnaie unique : aux côtés de Nick Harvey et d'Alistair Carmichael,

³⁴Né en 1961, il occupe le siège longtemps occupé par le leader libéral Jérémy Thorpe du North Devon depuis 1992, qui fut aussi le siège de Richard Acland, un fédéraliste européen.

³⁵Cité dans Brack, D. et Ingham, R., *Dictionary of Liberal quotations*, Politics, 1999, p. 80.

³⁶Né en 1944 à Crediton dans le Devon, MP de Stroud conservateur à partir de 1987, il s'opposa au traité de Maastricht. Il rejoint l'UKIP en 1997 alors qu'il vient de perdre son siège au profit des travaillistes. En 2001 il est le candidat UKIP du North Devon et devient leur leader en 2002. En 2004 il devient MEP pour la région du South West England. Roger Knapman et Nick Harvey ont de toute évidence des histoires parallèles.

³⁷Il serait intéressant d'étudier ces circonscriptions, comme celle de North Devon, où tous les partis en lice présentent des candidats eurosceptiques, sans laisser d'alternatives aux électeurs. Une esquisse d'étude de cette circonscription se trouve dans Andrew Russell et Edward Fieldhouse, *Neither Left or Right : the Liberal Democrats and the electorate*, Manchester, Manchester University Press, 2005, p. 219–223.

³⁸*Ibid.*, p. 222.

³⁹Né en 1965, issu d'une famille d'agriculteurs, il est le MP libéral pour Orkney and Shetland à partir de 2001. Il succède à ce siège à Jo Grimond puis Jim Wallace. Il occupe alors la fonction de Liberal Democrat Shadow Transport Secretary puis, en 2006, de Shadow Home Secretary. En janvier 2006, il fait partie des 25 MPs qui se demandent publiquement la démission de Charles Kennedy.

⁴⁰L'ironie de l'histoire voudra que William Beveridge fut un fédéraliste, membre à partir de 1939 de Federal union. Son nom devient aujourd'hui anti-européiste.

⁴¹David Laws et Paul Marshall, dir., *The Orange Book : reclaiming Liberalism*, 2004.

John Burnett⁴² constitue le trio. Egalement un des opposants à la constitution européenne⁴³, il déclare :

The European constitution goes a long way to jeopardizing that independence and our sovereignty. Those of us who do not support the European constitution are not jingoistic little Englanders. Most of us are genuinely in favour of Britain remaining wholehearted members of the European Union, but on the basis of the independence that I have outlined. It is wrong to assert that if we spurn the constitution Europe will either be in crisis or we will lose our influence. We have not, thank goodness, joined the European single currency. We have not lost our influence by remaining outside the euro. In fact, our influence has probably increased.

Clairement, John Burnett a fait le choix de s'aligner sur l'opinion majoritaire de ses électeurs :

I do not believe that within the United Kingdom there is a pan-European demos. In other words, we elect members of our parliament to take national decisions, and in respect of vitally important national matters such as foreign affairs, defence, the economy, social security, and own resources, these must remain the province of our national parliament alone.

On relève un certain nombre de traits communs entre ces trois personnalités. Nick Harvey, Carmichael et John Burnett sont élus dans des régions rurales et littorales, vivant de l'élevage ou de la pêche. De plus, ils occupent des sièges occupés par d'anciens leaders libéraux qui assimilèrent libéralisme et Europe.

Un dernier groupe se dessine avec les euro-réalistes, qui se confondent par ailleurs avec les partisans du libéralisme économique et du laissez-faire, les « economic Liberals ». Parmi les représentants de ce groupe : Nick Clegg et Vincent Cable, deux contributeurs de l'*Orange Book* où leurs contributions sur l'Europe portaient surtout sur des critiques de la PAC et de la bureaucratie de Bruxelles.

☛ **« Une frontière de type nouveau ? Pratiques et représentations de la frontière communiste en Europe, de la Révolution d'Octobre aux années 1950 » (compte-rendu par Émilie Robin Hivert et Jenny Raffik)**

Les 18, 19 et 20 mai 2006 s'est tenue à Paris une rencontre scientifique organisée par Sabine Dullin (Université Paris 1–Panthéon Sorbonne) et Sophie Coeuré (École Normale Supérieure), autour de l'étude de la frontière communiste de la révolution d'Octobre aux années 1950. À l'heure de l'élargissement de l'Union européenne, où nous constatons la superposition de la nouvelle frontière orientale européenne et de l'ancienne frontière soviétique, il était intéressant de se pencher sur cette cartographie qui a durablement marqué la géopolitique et les mentalités européennes. Ce colloque s'inscrit dans un programme de recherche commun entre l'ENS et l'Université Paris 1–Panthéon Sorbonne, avec le partenariat du Centre d'études du monde russe, caucasien et centre-européen de la Maison des Sciences de l'Homme, de l'UMR Identités, relations internationales et civilisations de l'Europe, du ministère de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'Institut d'Histoire moderne et contemporaine et de l'Institut universitaire de France.

Le thème de la frontière, comme l'a souligné Sabine Dullin dans son introduction, a longtemps été le domaine réservé de la géographie ou des sciences politiques. Mais les travaux multidisciplinaires se sont multipliés au cours des dernières années, facilités dans le domaine historique par le renouvellement constant des sources. Il est devenu utile d'étudier, en confrontant les pratiques aux représentations et en privilégiant les regards croisés, l'histoire de cette frontière qui a divisé

⁴²Né en 1945, juriste de formation tout en menant parallèlement une activité d'éleveur sur ses terres, il est MP pour Torridge and West Devon. En avril 2006, il rejoint les Libéraux Démocrates de la Chambre des Lords.

⁴³Newsletter de John Burnett, 22 février 2005, « John Burnett MP votes against the European Union Bill ».

l'Europe, en mettant en présence un ensemble de travaux récents qui bénéficient de l'ouverture de nouvelles archives et du renouvellement des problématiques au sein d'un espace de recherche désormais commun. L'étude de la construction puis du déplacement progressif de cette frontière au cœur de l'Europe ouvre une réflexion sur l'articulation entre frontière d'État (ou frontière d'Empire), frontière nationale et frontière de régime, voire de civilisation. Il faut ainsi s'interroger sur l'existence d'un espace commun du socialisme, d'abord à l'intérieur de l'URSS, puis étendu au bloc des « pays frères » : cet espace se caractérisait-il par l'effacement des frontières internes, par opposition à une délimitation externe qui aurait fait système ?

Il convient de confronter cette territorialisation du communisme (patrie du prolétariat, bloc communiste) aux processus plus diffus de formation d'enclaves communistes et de fronts idéologiques en Europe. Quels types de mobilisation se sont développés face au « dehors » capitaliste ou occidental ? Les frontières du communisme et de l'anticommunisme, les frontières idéologiques et les frontières concrètes, coïncident-elles avec les cartes mentales de l'Europe des années 1920 aux années 1950 ? La frontière peut se concevoir comme un avant-poste ou une limite étanche, mais aussi comme un lieu de contact, une passerelle. Elle peut être le symptôme de failles internes mais aussi de la puissance d'attraction ou de répulsion du communisme. Elle est le lieu de pratiques administratives révélatrices de sa valeur. Pour étudier ces problématiques, les bornes chronologiques retenues sont celles de 1917 et de la fin des années 1950. 1917 est l'année fondatrice, avec la naissance de l'URSS qui donne une incarnation spatiale à l'idéologie communiste. À la fin des années 1950, la frontière communiste s'est stabilisée, et fait l'objet d'un contrôle strict des deux blocs. Les sessions de travail ont mis en valeur l'existence de « temps » de la frontière, et de thématiques propres à ce champ d'étude.

Dans une première demi-journée, l'axe de recherche a tourné autour de la **construction de cette frontière** après la première guerre mondiale. Oleg Ken (Université pédagogique d'État, Alexandre Herzen, Saint Petersburg) a confronté les discours sur la frontière socialiste du milieu des années 1920 à la fin des années 1930 pour mettre en évidence l'existence d'une frontière perçue comme un front à long terme, entre communisme et capitalisme, d'où la volonté de faire des régions frontalières des régions modèles, vitrines de l'idéologie socialiste.

Zoltan Krasznai (Université ELTE de Budapest/EHESS) a démontré, par un exposé richement illustré sur l'exemple de la Subcarpathie, l'interaction qui existe entre la politique externe de la Hongrie et le discours idéologique sur le territoire national. C'est ainsi que se traduit l'antagonisme du régime hongrois et du communisme pendant l'entre-deux-guerres, et que se justifie dans le discours politique la frontière hongroise.

Louis Clerc (Université de Turku/IEP de Strasbourg), par l'étude des enjeux stratégiques et identitaires de la frontière russo-finlandaise, a mis en avant la coexistence autour de cette ligne fragile de deux systèmes idéologiques et sociaux qui se pensent différemment. Frontière entre l'Est et l'Ouest, entre l'Europe et l'Asie, entre la « civilisation » et la « barbarie », entre le protestantisme et l'orthodoxie, etc., cette frontière met en contact deux systèmes rivaux et hostiles, qui n'hésitent pas à en venir aux armes, et transforment le sol finlandais en zone de conflit pendant la guerre civile opposant les tenants de l'un et l'autre régime au sein même de la communauté nationale. Pourtant, symbole de séparation, la frontière soviéto-finlandaise porte également en elle les espoirs de communication entre les deux espaces qu'elle sépare.

Julien Gueslin (UMR IRICE) a montré qu'à l'image de l'Estonie et de la Lettonie, nées de manière inattendue des troubles de la première Guerre mondiale et de la Révolution russe, les frontières soviéto-baltes n'ont semblé d'abord être que des lignes artificielles et provisoires en attendant le retour à l'ordre ancien. Frontières idéologiques, entre une grande puissance et des petits États cherchant leurs stabilités, une des grandes réussites des deux États a été de

faire accepter cette frontière non seulement aux Soviétiques mais aussi à l'Occident en faisant la preuve de leur capacité à circonscrire toute intrusion soviétique et de la réalité d'une ligne qui ne mutilait pas un pays, comme on l'avait d'abord cru, mais séparait bien des nations et des civilisations différentes.

Floran Turcanu (Université de Bucarest) a étudié avec les cas de la Bessarabie et de la Transnistrie la fragilité des frontières roumaines nées des traités de paix de la première Guerre mondiale, et la coexistence de trois conceptions des limites territoriales de la Roumanie : une frontière culturelle sur le Boug, une frontière politique sur le Dniestr, et une frontière ethnique et linguistique au-delà du Dniestr. La non-concordance de ces frontières impose une adaptation des discours politiques et diplomatiques à la réalité roumaine.

Ces différentes interventions ont illustré la construction difficile des frontières nées des traités de paix de la première Guerre mondiale, et l'adaptation des discours à des cartographies difficilement assimilables par les populations. L'antagonisme avec le communisme est dans ce contexte un ressort privilégié des discours nationalistes dans les zones de contact avec l'URSS, mais alimente aussi, du côté soviétique, une attention toute particulière à la mise en valeur et au contrôle de ces régions frontalières.

La seconde demi-journée de travail a été consacrée aux **frontières en expansion**. Amir Weiner a montré comment la seconde Guerre mondiale est pour les deux totalitarismes nazi et soviétique l'occasion d'appliquer « le triangle de la souveraineté, des frontières et de la race ». Pour les dirigeants soviétiques, la guerre autorise l'expansion du socialisme dans des territoires d'où toute autorité étatique a disparu : dans un monde partagé selon des lignes « géo-idéologiques », il n'y a pas de place pour les petits États. Après la guerre, un long travail de refondation des systèmes socio-politiques est entamé pour consolider la domination soviétique.

Katarzyna Stoklosa (Université de Dresde) a confronté les évolutions de la frontière polono-soviétique après la seconde guerre mondiale aux discours politiques tenus pour justifier cette frontière. La volonté de Staline de créer des États sans minorités nationales ou religieuses, à l'origine des tracés de frontières et des déplacements de populations, n'a pas facilité l'assimilation de cette frontière par une population pourtant encadrée par une propagande et une politique d'éducation attentive.

Mikhail Narinskiy (MGIMO, Moscou) a montré la priorité des considérations géopolitiques dans les décisions soviétiques pendant la seconde guerre mondiale. Staline s'est prononcé successivement pour le rattachement de nouveaux territoires à l'URSS, puis pour la formation d'une sphère d'influence sur tout le périmètre frontalier de l'URSS en Europe. La direction soviétique est ainsi parvenue, en 1944-1945, à restaurer les frontières de juin 1941, avec quelques territoires supplémentaires : la région de Petsamo, Königsberg et sa région, l'Ukraine transcarpathique. Seuls échecs dans les visées de Staline, la zone des Détroits, en Méditerranée, le Proche et le Moyen-Orient.

Les visées soviétiques sur ces régions et les tracés des frontières communistes en expansion dans les années 1940 sont une des causes de l'accroissement de la tension internationale et du déclenchement de la guerre froide. Le communisme n'est plus cantonné dans un espace retranché, mais semble menacer les espaces voisins.

C'est cette évolution qui explique l'**émergence de la frontière dans le vocabulaire de l'anti-communisme**, comme l'a étudié, lors de la troisième demi-journée de travail, Sophie Coeuré (École normale supérieure). Partant de la constatation que le communisme est, jusqu'au milieu des années 1930, souvent connu en France d'abord, voire uniquement, par le discours politique anticommuniste, elle analyse la dynamique de la structuration de l'anticommunisme par rapport à la connaissance des politiques du Komintern et de la diplomatie soviétique, et la

mise en pratique de ces discours dans la politique extérieure de la France. Elle montre ainsi que l'univers mental des dirigeants français, dans l'entre-deux-guerres, reste fixé sur la « frontière ligne » avec l'Allemagne. Quant au répertoire de l'anticommunisme du double front intérieur et extérieur, s'il se nourrit de la peur et de la haine, il n'en a pas moins perçu les nouveautés de la politique d'expansion soviétique.

Sylvain Boulouque (Université de Reims) a étudié ces nouveautés, en montrant que le système de la frontière soviétique en Europe occidentale se fondait sur la juxtaposition de « cercles concentriques » (organisations de masse, syndicats ?), de « couronnes extérieures » (zones d'influence) et d'« enclaves rouges » (mairies, circonscriptions électorales ?). Dans ces cadres, la frontière de classe devient pour les militants une frontière réelle, avec ses rites de passage, sa protection.

Dans ce combat idéologique autour des frontières en expansion, la Pologne a joué un rôle fondamental. Joseph Laptos (Université de Cracovie) a étudié la transformation de la Pologne, après la seconde guerre mondiale, en un bastion défensif anti-occidental. Les liens anciens de ce pays avec l'Europe de l'Ouest ont nourri la rancune du peuple polonais contre les Occidentaux qui les avaient abandonnés en 1945. La lutte contre l'Occident s'est développée en Pologne tant sur le front intérieur (lutte contre la culture occidentale) que sur le front extérieur (glacis sécuritaire du bloc soviétique).

Dans le cadre de la formation des blocs, la frontière Est-Ouest s'est dessinée en fonction de préoccupations stratégiques parallèles. Les discours des dirigeants occidentaux, présentés par Jenny Raflik (Université Paris 1–Panthéon Sorbonne) se sont efforcés de justifier par l'instrumentalisation et la mise en scène du thème de la communauté atlantique, des frontières occidentales répondant davantage à des préoccupations militaires qu'idéologiques. La composition de l'OTAN et ses élargissements successifs en Méditerranée (1952) et en RFA (1954) a fait l'objet de vives discussions à l'intérieur du bloc occidental, pour répondre aux besoins de la défense de l'Europe.

L'exposé de Natalia Yegorova (Institut d'histoire universelle, Académie des Sciences, Moscou) a favorisé la compréhension de la frontière Est-Ouest en analysant le regard et les préoccupations soviétiques. Avec la mise en place du Pacte de Varsovie, la division de l'Europe en deux alliances militaires opposées est accomplie. Les facteurs stratégiques sont essentiels pour la compréhension de cette institutionnalisation de la division Est-Ouest entre OTAN et Pacte de Varsovie. Ce dernier, en assurant la défense du bloc oriental, incarne la frontière de ce bloc, et devient l'enjeu des propagandes, et des tentatives de pénétration idéologique de part et d'autre.

Dans l'ensemble de ces communications, l'accent a été mis sur les aspects psychologiques et idéologiques incarnés par la frontière Est-Ouest. Cette frontière est avant tout la limite entre communisme et anticommunisme, et par cet aspect ne recouvre pas toujours précisément la ligne géographique, mais pénètre à l'intérieur des deux blocs dans des zones d'influences culturelles ou politiques plus ou moins fluctuantes. L'intérêt porté à la propagande de part et d'autre du Rideau de fer prouve que ce fut une dimension essentielle de la Guerre froide.

La frontière communiste a été traversée de **flux** tant dans sa limite extérieure que dans ses frontières internes, et le **contrôle de cet espace** a été une préoccupation constante des autorités politiques. L'étude de ces aspects a fait l'objet de la quatrième demi-journée de ce colloque.

Andrey Shlyakhter (University of Chicago) a étudié la contrebande sur la frontière soviétique et la lutte du régime contre ce phénomène entre 1917 et 1939, en se focalisant sur l'exemple de la frontière polono-soviétique. Un des changements fondamentaux introduit par le régime bolchevik a été la mise en place du monopole d'État sur le commerce extérieur. Andrey Shlyakhter a dressé un tableau à la fois économique, social, politique et culturel de l'histoire du commerce de contrebande en URSS pendant cette période, et mis en exergue l'importance de cette économie non officielle, source de contacts transfrontaliers pour les populations locales. En cela, la contrebande peut être comprise comme une pratique de résistance au régime qui explique la réaction de celui-ci, dans un réflexe défensif.

Le régime soviétique a ainsi fait de la fonction de garde-frontière une figure héroïque du régime. Sabine Dullin (Université Paris 1–Panthéon Sorbonne/Institut universitaire de France) s'est attachée à l'étude de cette figure, pour montrer la tendance du régime soviétique à développer un protectionnisme de nature politique qui confère à la garde de la frontière plus qu'à la frontière elle-même le premier rôle. C'est ainsi la garde de la frontière qui dessine les limites de l'URSS, bien plus que la cartographie. Le garde-frontière incarne donc l'image positivée d'un pays replié sur lui-même, qui se protège des menées subversives de l'étranger.

Olga Ilyukha a poussé l'étude de la figure du garde-frontière en analysant la glorification de ce personnage dans la littérature, le cinéma, et tous les vecteurs de l'imagination populaire. Pour la plupart des Soviétiques, éloignés des régions frontalières, la frontière n'est pas connue en tant que telle, mais par le biais de cette figure héroïque de la Mère-patrie. Cette glorification aide à l'enrôlement des enfants dans le corps des gardes-frontières.

Le régime n'a pourtant pas voulu faire de la frontière un espace totalement infranchissable et il a organisé et encadré le passage de ces frontières. Catherine Goussef (CNRS/EHESS) a étudié les déplacements de population, à travers deux exemples précis : le rapatriement des prisonniers de guerre, instrumentalisés dans la politique Est-Ouest et les transferts massifs de population qui visaient à l'uniformisation ethnique des zones politiques. En revanche, hors ces passages contrôlés, la frontière soviétique est devenue hermétique.

En s'appuyant constamment sur des documents d'archives (archives du Parti, archives des services secrets, etc.), Nikita Petrov (Memorial, Moscou) a montré comment la frontière européenne entre les blocs était étroitement surveillée par l'URSS, par l'intermédiaire de conseillers du MGB. La frontière allemande est un point particulièrement sensible de ce dispositif : Staline insiste, notamment en avril 1952, pour qu'elle soit gardée en première ligne par des Allemands de l'Est, en deuxième ligne par l'Armée rouge. Il faut également consolider la propagande unitaire, « arme dans les mains » des dirigeants de la RDA. Les mesures de surveillance renforcée n'empêchent cependant pas l'exode vers la RFA de continuer. L'idée d'un monde partagé en deux blocs, en deux camps, a donc été inculquée par la propagande et l'éducation soviétiques, propagande dans laquelle la figure du garde-frontière a joué un rôle symbolique.

Enfin, Taline Ter-Minassian (Université de Saint-Étienne) a présenté une étude géopolitique de la frontière avec l'exemple de la Transcaucasie. Cette région est riche d'enseignements dans la mesure où elle présente plusieurs « types » de frontières sur un même espace. On y rencontre des frontières internationales (entre l'URSS, la Turquie et l'Iran), des frontières internes entre les trois Républiques fédérées de la région, et des zones enclavées. C'est également une frontière de civilisation entre le monde soviétique et le monde perse.

À l'issue de la première journée de travail, Sabine Dullin (Université Paris 1–Panthéon Sorbonne/Institut universitaire de France) et Christophe Bartolomé (Lycée français de Moscou) ont présenté un **diaporama d'affiches, photographies et extraits de films** sur le thème de la frontière. Ils ont ainsi illustré la propagande soviétique sur la garde de la frontière et démontré par l'image la vision archaïque qui domine en URSS d'un territoire encerclé par le danger capitaliste.

Ce colloque s'est conclu par une table ronde, animée par Robert Frank (Université Paris 1–Panthéon Sorbonne, UMR IRICE), Amir Weiner (Stanford University) et Joseph Laptos (université de Cracovie) sur les changements induits au cours de l'année 1956. Dans le contexte international du « dégel », alors que les aspirations nationales semblent se réveiller à l'Est, en Pologne et en Hongrie notamment, les événements de Budapest et l'application du Traité de Varsovie stabilisent la frontière et gèlent les espoirs. 1956 est une année d'espérance et de réflexion, porteuse de paradoxe, mais dont les conséquences furent incalculables au sein du bloc oriental.

Dans les conclusions de ce colloque, Amir Weiner a souligné la richesse des débats et de l'approche choisie par les organisateurs. Ce colloque a mis en présence des historiens venus de pays divers, a confronté les points de vue, les méthodes de travail, et a favorisé le renouvellement de l'étude de ce thème, et l'appropriation de la frontière comme champ d'étude historique.

ARCHIVES

☛ Fonds David Owen, une source pour l'histoire de l'euroscpticisme (Université de Liverpool, Grande-Bretagne)

Christophe Le Dréau

David Owen, figure majeure de l'histoire politique britannique des années 1980, a eu un itinéraire pour le moins tortueux. Issu de l'aile droite du Labour Party, il fait partie de la « Gang of Four », cette « bande des quatre » qui préfère abandonner le Parti Travailleiste en 1981 alors que celui-ci apère un virage à gauche, privilégiant nationalisations et rejet de l'Europe. Avec Roy Jenkins, il fonde le Social Democratic Party (SDP) dont l'ambition fut un temps d'être le troisième grand parti sur l'échiquier politique britannique. David Owen dirige le SDP de 1983 à 1987. Il refuse la fusion de sa formation politique avec la Liberal Party en 1988. À cette date, il amorce un long voyage vers le thatchérisme. L'europhile de la première heure devient alors de plus en plus euroscptique : il est l'un des dirigeants de deux des principales associations euroscptiques britanniques : New Europe et Business for Sterling. Il est aujourd'hui hostile à l'Euro, à la constitution européenne.

Les archives David Owen, encore vierges, ont été déposées à l'Université de Liverpool (un descriptif de ces archives se trouve sur le site de l'université de Liverpool : <http://sca.lib.liv.ac.uk/collections/Owen/>). Outre l'approche biographique de ce personnage à part, plusieurs problématiques pourraient fournir de la matière pour des travaux de recherche à venir :

1. Contribuer à une définition de l'euroscpticisme (on a ici le cas d'école d'un sujet qui passe sans véritable rupture de l'europhilie à l'euroscpticisme ; qui se déclare aujourd'hui hostile à l'euro mais pas à l'Europe) ;
2. Fournir une étude historique des associations euroscptiques fondées depuis l'entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE ;
3. Constituer un chapitre d'une étude plus vaste sur les idées européennes du Gang of Four (Roy Jenkins, David Owen), parfois considéré, à tort ou à raison, comme un précurseur du New Labour de Tony Blair.

Propositions de sujets de mémoires de maîtrise, DEA, autres, qui pourraient s'appuyer sur les archives David Owen :

- David Owen, de l'Europe à l'euroscpticisme
- Les idées européennes du *Gang of Four*
- Le combat contre l'Euro en Grande-Bretagne depuis 1992
- Business for Sterling, histoire d'une association euroscptique

Contact :

Dr Maureen Watry
Head of Special Collections & Archives
Sydney Jones Library
The University of Liverpool
PO Box 123
Liverpool L69 3DA
Tél : (0151) 794 2696
Fax : (0151) 794 2681
E-mail : mwatry@liv.ac.uk

WORK IN PROGRESS

☛ Porter l'idée européenne au-delà des frontières. Activisme paneuropéen en Suisse dans les années 1930 » (Thomas Brückner, Université Libre de Berlin)

Il s'agit d'un sujet de mémoire pour le Master à l'université libre de Berlin (Freie Universität Berlin) encadré par la professeur Gisela Bock et le maître de conférence Dr. Ina-Ulrike Paul. Date prévisible de remise : octobre 2006.

« Als Schweizer, die wir Eidgenossen des Herzens sind und das Überpatriotentum der Zunge verachten, haben wir über uns die eidgenössische Idee, in unserem Vaterlande, zugleich Symbol für Europa und die Menschheit. »
(Bauer, Hans, *Wahneuropa oder Paneuropa*, Basel 1933, p. 45)

En 1933 Hans Bauer ne pouvait guère douter que l'« Union Européenne » qui serait fondée par lui un an plus tard participe à la création du Conseil Européen dans l'après-guerre. Pour le jeune économiste et journaliste, « l'Europe » des années 1930 semble être un continent sensible aux crises, qui ne pouvait être sauvé que par un fédéralisme des États. Il partageait cette opinion avec quelques centaines d'autres militants qui se sont rassemblés dans les associations « Jeune Europe » et « Europa-Union » au cours des années 1930. Des recoupements personnels entre ces associations, des manifestations internationales, des publications fréquents mais surtout une conscience forte pour « l'Europe » suggère la question : Quelle idée était portée par qui ? En considérant les porteurs d'une telle idée pas comme des membres d'une association au premier lieu mais comme des acteurs sociaux, en quête de soutien et en se mettant en réseau, la question se pose à nouveau : quels réseaux sociaux étaient établis par les militants, par conséquent quels espaces mentaux et sociaux ont été créés, et quelles étaient les limites de ces espaces ?

Depuis la fin des années 1990, les recherches historiques ayant comme point de départ de leur problématique le thème de « Europa » sont en nombre croissant. Il en résulte un certain flou de la notion de « Europa » au niveau du contenu ce qui exige de la part de l'historien de situer plus précisément cette notion dans le contexte historique spécifique. Dans la période de l'entre-deux-guerres, ce sont bien souvent des motivations de nature pacifique, anti-bolchevique, anti-américaine, voire nationaliste qui sont à l'origine de l'engagement d'individus et d'associations pour une Europe unie. Pendant les années 1920 l'activisme pro-européen était peu organisé en Suisse. En revanche, avec « Jung Europa » et « Europa-Union » sont nées deux associations

dans les années 1930, se définissant comme des mouvements de masse, aux activités multiples à l'échelle européenne qui ont créé très rapidement des filiales dans les pays voisins. Jung Europa s'est constituée à Genève au moment du mémorandum de Briand et se fonde en partie dans l'association « Europa-Union » en 1934, tandis que cette dernière a été fondée en 1934 à Bâle en opposition à la célèbre association « Paneuropa » du comte Richard Coudenhove-Kalergi et existe encore de nos jours. L'histoire de ces mouvements a fait jusqu'à présent l'objet d'analyse d'historiens suisses surtout en ce qui concerne leur organisation et leur idées, tandis que leur perception par des historiens d'autres pays n'a été que très marginale et n'a que très peu en commun avec le traitement méthodologique de la « Europäistik » proposé par Wolfgang Schmale.

La question de ce travail est donc de savoir quelle est la marge de manœuvre de l'activité de ces défenseurs de l'Europe issues de ces associations. Il sera supposé que leurs agissements ne sont pas sans ambiguïté ce qui se manifeste déjà dans le mot « activiste pro-européen suisse ». Car bien que les activistes songeaient à une association supranationale d'États, ils restaient organisés dans les années 1930 formellement au niveau national. Leur objectif était d'atteindre le plus de gens possible, mais ces associations restaient toujours limitées à quelques milliers de membres.

De plus, quoiqu'ils s'engageaient pour l'abolition de frontières économiques et politiques, le terme d'Europe leur servait bien souvent comme moyen à la recherche d'une identité nationale.

L'analyse va procéder en trois temps : dans un premier temps sera traité l'activisme pro-européen en tant que phénomène dans la société civile occupant un espace public en opposition et en même temps en dépendance de l'État, de l'économie et du domaine privé. La notion de société civile sera moins utilisée comme un objectif normatif, mais plus comme un outil analytique. Il sera à démontrer ici comment était la relation de ces associations avec le « Bundesrat », comment ils ont essayé d'exercer une influence certaine sur les événements politiques en Suisse et comment ils ont réagi à la situation politique dans l'Europe des années 1930.

Dans une deuxième partie, j'essaierai de saisir les différentes dimensions de ce phénomène social par la notion de réseau et j'examinerai l'interconnexion des activistes entre-eux. Par un procédé d'analyse des réseaux et des objectifs seront révélés les réseaux entre les membres, les réseaux d'activités et d'information. Ces trois dimensions — complétées par des fragments biographiques de deux activistes majeurs — nous mèneront à la troisième partie de l'analyse, qui essaiera de répondre à la question quelles sont les limites du réseau. L'expansion du réseau social qui est à la recherche de soutien sous forme de « capital social » se heurte à des obstacles qui sont nés avant tout d'une mentalité nationaliste provenant d'un sentiment de menace ce qui suscite la question de la relation entre les conceptions de l'étranger et du connu : plus la deuxième guerre mondiale approchait, plus les idées que se faisaient les activistes suisses de l'Europe n'étaient rien d'autre qu'un moyen de prendre ses distances par rapport à une image de l'Europe à connotation négative. Ces idées servaient ainsi comme tentatives d'exprimer une identité nationale. Des éléments d'une « exception suisse » apparaissent de manière flagrante dans le domaine de l'activisme pro-européen à l'époque où naissait une « défense spirituelle ».

Mis à part les deux ressources principales qui sont les journaux associatifs de « Jung Europa » et de « Europa-Union », le travail se sert d'une documentation assez exhaustive sur « Europa-Union » dans l'archive fédérale suisse à Berne et dans l'archive suisse de l'économie à Bâle qui est composée de protocoles de réunion, de répertoires d'adhérents, de rapports d'activité et de matériel de propagande sur la « Europa-Union ». Cette documentation est complétée par les héritages de deux leaders des activistes pro-européens (l'héritage Gasser qui n'a pas encore été passé en revue et l'héritage Heinrich Georg Ritzel qui se trouve dans les archives de la fondation Friedrich Ebert).

Thomas Brückner (thomas.brueckner@gmail.com)

☛ « Ordres nouveaux » ? Géopolitiques de l'euro-péisme et espace républicain en France, 1919–1974 (Carol Bergami, doctorant en co-tutelle aux universités Albert-Ludwig de Freiburg et Paris 1–Panthéon Sorbonne)

Sur la moyenne durée des années 1920 jusqu'aux années 1970, la thèse a pour objectif d'analyser les représentations géopolitiques « supranationales » et « infranationales » de l'euro-péisme français, depuis leur naissance dans le giron de l'internationalisme pluraliste et technicien des militants pour la SDN de l'entre-deux-guerres jusqu'à leur intégration dans un système européen multidimensionnel vers le milieu des années 1970.

L'interrogation principale porte sur les rapports que ces représentations entretiennent avec un modèle républicain français unitaire et souverainiste, conçu à la fois comme un espace de représentation nationale et comme un espace d'implémentation politique, où le parlement est à la fois le lieu unique de la représentation du citoyen et le centre des décisions politiques. Défié par les notions nouvelles de représentation organique de la société civile (un fédéralisme pluraliste) et d'efficacité rationalisée de l'action gouvernementale (un planisme technicien) développées par les « nouvelles relèves » politiques de l'entre-deux-guerres dans le contexte de la réforme de l'État et de l'organisation internationale, cet espace républicain se trouve dès les années 1920 confronté à des géopolitiques « européennes » alternatives (le « grand espace » continental, la région) qui seront reprises par leurs héritiers parmi les militants et les techniciens de l'Europe d'après 1945.

En faisant le lien entre l'avant et l'après Deuxième Guerre Mondiale, la thèse dresse un arc qui retrace l'éloignement progressif d'une grande partie de cette « géopolitique » euro-péiste du cadre républicain entre 1919 et 1942, puis sa progressive réintégration dans le cadre d'une « restauration républicaine » de 1942 à 1974. La conciliation de l'euro-péisme français avec la République qui en résulte rend possible l'intégration des représentations spatiales « européennes » dans le cadre de l'espace républicain et est une des sources pour le développement de l'euro-péisme multidimensionnel des années 1980. En même temps il est aussi à l'origine du retour de l'État sur la scène de l'organisation des relations internationales en Europe et d'un retrait de l'euro-péisme dans ce qui tend à devenir une pure activité de coordination économique.

Du point de vue méthodologique, l'étude tente d'allier une histoire intellectuelle telle qu'elle a été entreprise pour les mouvements de renouvellement politique de l'entre-deux guerres⁴⁴ à l'analyse du militantisme pro-SDN de l'entre-deux-guerres et du militantisme européen d'après guerre⁴⁵. L'ample corpus de textes qui se trouve à la base de cette étude rassemble ainsi des publications aux origines très diverses. Pour l'entre-deux-guerres elle rapproche par exemple les revues où s'articule la mouvance pro-SDN (*L'Europe Nouvelle*, *L'Esprit international*, *Le Monde Nouveau*, etc.) des revues des « jeunes générations » des années 1920 et 1930 (*La Revue des Vivants*, *Plans*, *Ordre Nouveau* ou *Esprit*, mais aussi *Le Redressement français*, les *Nouveaux Cahiers*, etc.). Pour l'après-guerre l'étude porte sur un corpus qui réunit entre autres les organes du fédéralisme français (*La Fédération* et les publications qui gravitent autour de sa maison d'édition, Le Portulan, par exemple), certains foyers où se retrouvent les héritiers des « jeunes relèves » de l'entre-deux-guerres (telles que les éditions Médicis ou les éditions de La Table Ronde), et enfin certaines publications émanant de l'euro-péisme plus officiel (autour du Mouvement Européen par exemple).

Si la rupture de la Seconde Guerre Mondiale est importante, toute la mouvance internationaliste et réformatrice qui s'articule dans ces textes se structure en partie autour des mêmes hommes (avec, en première ligne, les hommes de l'Ordre Nouveau, Alexandre Marc et Denis de

⁴⁴Du fameux livre de Jean-Louis Loubet del Bayle, *Les non-conformistes des années trente* (Paris, 1969) à celui d'Olivier Dard, *Les rendez-vous manqués des nouvelles relèves de l'entre-deux-guerres* (Paris, 2002)

⁴⁵À ce propos, voir la thèse récente de Jean-Michel Guieu sur *Les apôtres français de l'esprit de Genève. Les militants pour la Société des Nations dans la première moitié du XX^e siècle*, soutenue en décembre 2004, ainsi que les travaux classiques de Sergio Pistone et de Walter Lipgens sur le militantisme européen.

Rougemont surtout, mais aussi d'anciens briandistes comme Bertrand de Jouvenel) autour de certains « passeurs » entre les générations (André Voisin à La Fédération, Claude Marcel Hytte à La République Moderne, par exemple) ou encore à travers certains relais institutionnels (comme le « commissariat au Plan », pour citer un exemple de la mouvance technicienne).

L'ambition est surtout de renouveler la compréhension d'un militantisme européen, en insérant celui-ci dans le contexte d'une culture politique nationale spécifique, mais aussi dans l'histoire plus longue du vingtième siècle. Une « histoire longue » de l'europhisme permettrait ainsi de mieux comprendre ce qui, à première vue peut apparaître comme une explosion inattendue et surprenante de l'europhisme après 1945. D'autre part l'insertion de la culture politique qui porte l'europhisme français dans un contexte intellectuel plus large permet de mieux rendre compte des poids qui pèsent sur ce fédéralisme européen d'après-guerre et des apories dans lesquelles il évolue.

L'auteur

Carol Bergami est domicilié à Soleuvre, au Luxembourg. Il a mené des études d'histoire et de philologie allemande en Allemagne (Albert-Ludwigs- Universität Freiburg), et en France (Université Paris 1). Ses spécialités sont l'histoire urbaine, les relations internationales, l'histoire de l'intégration européenne, la question des identités et de la mémoire.

Depuis novembre 2000 il poursuit un Doctorat en co-tutelle aux universités Albert-Ludwig de Freiburg (Prof. E. Pelzer) et Paris 1–Panthéon-Sorbonne (Prof. R. Frank). Titulaire d'une bourse formation recherche du gouvernement luxembourgeois de 2001 à 2004 il a été tuteur à la chaire d'histoire moderne à Mannheim en 2001–2002 (Prof. Pelzer). Depuis septembre 2005 il est chargé d'enseignement en histoire au Lycée Michel Rodange à Luxembourg.

Publications

- [1] 31 mars–6 décembre 2003 : « Metropolizing National Views on International Space? Europe in Luxembourg-City 1950–2000 »/« Une histoire glocale? Identité ethnicité et multiculturalité entre ville, nation et communauté internationale ». Présenté à la session « Metropolis and Nationalism » de la conférence « Power Knowledge and Society in the city » à Edimburg et publié sur le site Web de la conférence : http://www.esh.ed.ac.uk/urban_history/.
- [2] 14 juin 2005 : « De la contestation de la République à l'engagement pour un europhisme démocratisateur : Les fédéralistes français entre les nouvelles relèves de l'entre-deux-guerres, La Fédération et le Conseil des Communes d'Europe » (communication au colloque « Cultures politiques, opinions publiques et intégration européenne », publication des actes en cours).

☛ Thèses soutenues en 2005–2006

Nous récapitulons ici les thèses dont la soutenance a été annoncée sur la liste de diffusion Richie.

1. 14 octobre 2005 : Federico Bordonaro : « La problématique d'une politique européenne de sécurité et de défense depuis 1990 » (Université Paris Sorbonne–Paris IV).
Jury : M. Soutou, Paris IV ; M. Klein, Paris 1 ; M. Bussière, ParisIV ; M. Zorgbibe, Paris IV.
2. 14 octobre 2005] Alexandra Scarella : « Contribution du PPE-DE au rapprochement des conceptions de défense de l'Union européenne » (Institut européen de l'Université de Genève).
Directeur : René Schwok, juré : Prof. Nicolas Levrat.

3. 25 octobre 2005 : Nathalie Martens : « Les relations extérieures de l'UE envers ses voisins : comparaison du bilatéralisme suisse et de la nouvelle politique européenne de voisinage » (Institut européen de l'Université de Genève).
Directeur : René Schwok, juré : Prof. Jérôme Koechlin.
4. 1^{er} décembre 2005 – Miguel Karm : « L'Europe à l'économie du politique. Les contributions des rénovateurs du libéralisme aux paradigmes de gouvernance économique de l'Europe : doctrines et implications politiques (1938–1958). Institutionnalisation, intervention restauratrice et régulation du marché, planning libéral, fédération et communauté des nations » (Paris II–Panthéon Assas).
Jury : Jacques Chevallier, Gil Delannoi, Marcel Gauchet, Philippe Raynaud.
5. 2 décembre 2005 – Daniel Möckli (Center for Security Studies) : « European Political Cooperation : The EC's Struggle Towards a Common Foreign Policy, 1969–1974 » (Zurich University, Switzerland).
Supervisors : Prof. Dr. Kurt R. Spillmann, Zurich University, Prof. Dr. Andreas Wenger, ETH Zurich.
6. 5 décembre 2005 – Olivier Rozenberg : « Le parlement français et l'Union européenne (1993–2005) : l'Europe saisie par les rôles parlementaires » (IEP Paris ; CEVIPOF).
Jury : Marc Abélès, Richard Balme (directeur de recherche), Philippe Braud, Florence Haegel, Eric Kerrouche, Paul Magnette.
7. 8 décembre 2005 – Maria Dorota Dakowska : « Les fondations politiques allemandes dans la politique étrangère : de la genèse institutionnelle à leur engagement dans le processus d'élargissement de l'Union européenne » (IEP Paris ; CERI).
Jury : Dominique Colas, Guillaume Devin, Patrick Hassenteufel, Marcin Kula, Pascale Laborier, Georges Mink (directeur de recherche).
8. 3 février 2006 – Anwen Elias : « Europeanising the Nation : Minority nationalist party responses to European integration in Wales, Galicia and Corsica » (Institut Européen de Florence).
Supervisor : Prof. Michael Keating (EUI) ; Examining board : Prof. Donatella Della Porta (EUI), Prof. Lieven De Winter (University of Louvain la Neuve), Prof. Ramon Maiz (University of Santiago de Compostela).
9. 17 février 2006 – Gaëlle Rony : « L'Europe à l'épreuve de la Turquie. Identités européennes et identifications dans le discours des journalistes » (Université de Louvain, Belgique).
10. 7 mars 2006 – Laurence Tardivel : « Le statut juridique du Corps européen. Des difficultés d'une identité européenne de la sécurité et de la défense » (Université Paris III-Sorbonne Nouvelle).
Jury : J.-P. Wirth, J.-M. Blanquer, E. Desmond, J. Robert, J.-P. Pancraccio.
11. 9 mars 2006 – Stanimirra Slavova : « La politique sociale de l'Union européenne : compétences, acteurs, défis » (Institut européen de l'Université de Genève).
Directeur : Prof. Pierre-Yves Greber, jurée : Mme Caroline Fillietaz-Curtet.
12. 28 mars 2006 – Delphine Neyaga : « Du rôle de l'Europe dans le conflit rwandais de 1994. Le cas de la France » (Institut européen de l'Université de Genève).
Directeur : M. René Schwok ; juré : M. Stéphane Pfister.
13. 3 avril 2006 – Simone Paoli : « Tra la ricerca di un'identità e la costruzione di un mercato : l'utopia di uno spazio educativo comune nel processo di integrazione europea (1961–1992) » (Université de Florence).
Jury : Antonio Varsori (directeur de recherche, université de Padoue), M. Petricioli (Université de Florence), Luciano Monzali (Université de Bari).

14. 3 avril 2006 – Angela Romano : « La Conferenza sulla Sicurezza e la Cooperazione in Europa : da proposta sovietica a sfida occidentale. Cooperazione Politica Europea, consultazione atlantica e distensione (1969–1975) » (Université de Florence)
Jury : Antonio Varsori (directeur de recherche, université de Padoue), M. Petricioli (Université de Florence), Luciano Monzali (Université de Bari).
15. 3 avril 2006 – Davide Zampoli : « I Primi passi della Cooperazione politica europea (1969–1975) » (université de Florence).
Jury : Antonio Varsori (directeur de recherche ; université de Padoue), M. Petricioli (Université de Florence), Luciano Monzali (Université de Bari).
16. 20 avril 2006 – Florence Pier Paolo Settembri : « La nouvelle représentation agricole : européanisée ou neutralisée ? » (Université de Florence).
Jury : Renaud Dehousse (directeur de recherche), Carlo Guarnieri, Leonardo Morlino (directeur de recherche), Simona Piattoni, Sabine Saurugger, Yves Surel.
17. 2 mai 2006 – Aldonza Maria Ruvalcaba-Garcia : « How Television failed to integrate Europe » (Institut européen de l'Université de Genève).
Directeur : M. Jean Chalaby, juré : Prof. Antoine Maurice.
18. 30 juin 2006 – Fulbert Billaudot : « L'impact des restructurations de l'industrie aéronautique militaire sur l'évolution de la Politique étrangère et de défense européenne de 1992 à 2000 ».
Jury : MM. Soutou (Paris IV), Facon, Griset (Paris IV), Varaschin (Arras).

ACTUALITÉ DES COLLOQUES

1–8 juillet 2006, Montpellier (France)

Université européenne d'été de l'Université de Montpellier sur le thème « Action humanitaire, solidarité et coopération internationales : quels rôles pour les ONG, les institutions internationales, les États, l'Union Européenne ? ». Inscription avant le 2 juin 2006.

Programme et formulaire d'inscription :

<http://www.poluniv-mpl.fr/UEE2006/presentation.htm>.

17–21 July 2006, Sevilla (Spain)

Symposium HIST71 : "Between Europe and America : agents, channels and contacts" (16th to 20th centuries), of the 52nd International Congress of Americanists.

Information : <http://www.52ica.com/index.html>

July 27-30, 2006, Berlin (Germany)

"Black European Studies in Transnational Perspective" : 2nd International Interdisciplinary BEST Conference (Center for Black European Studies).

August 21-25, 2006, Helsinki (Finland)

XIV International Economic History Congress : "The question of the first EEC/EC enlargement and the other European countries' response, 1961-1973".

August 25-27, 2006, Heidelberg (Germany)

3rd Conference of the Interdisciplinary Research Forum Protest Movements (IFK) : "Between the 'Prague Spring' and the 'French May' : Transnational Exchange and National Recontextualization of Protest Cultures in 1960/1970s Europe".

Information : <http://www.ifk-protestbewegungen.org/>

Septembre 2005, Cergy-Pontoise (France)

Colloque : "The EC/EU : a world security actor ? An assessment after 50 years of the external actions of the EC/EU".

Septembre 2006, United Kingdom

"Balzan Workshop - Displacement and Replacement in the Aftermath of the Second World War, 1944-1948".

Contact : balzanworkshop@bbk.ac.uk

September 7-9, 2006, Zurich (Switzerland)

"A Strained Partnership : European-American Relations and the Middle East from Suez to Iraq"; An international conference in Zurich/Switzerland (Center for Security Studies, ETH Zurich, The Parallel History Project on NATO and the Warsaw Pact).

Information : <http://www.isn.ethz.ch/php/>

September 15-16, 2006, New York (USA)

The New York State Association of European Historians will hold its fifty-sixth annual meeting September-15-16, 2006 at the Hartwick College, Oneonta, NY.

19 September 2006, Wolverhampton (United Kingdom)

"Suez and after : Fifty years of Western intervention in the Middle East" : one day conference, on the impact of Suez, 50 years after the defining event in the history of Western intervention in the region.

October 2006, Maastricht (Netherlands)

Fourth Biennial Conference on Transatlantic Studies : "Transatlantic Conflict & Consensus : Culture, History & Politics".

October 4-6, 2006, Copenhagen (Denmark)

"Media, Democracy and European Culture".

Contact : bonde@hum.ku.dk

October 6-7, 2006, Kiev (Ukraine)

Fourth International Workshop "Strategic Elites and EU Enlargement : Reactions by, and the Prospects for, East European States currently left out". Organiser : The International Network for the Study of Strategic Elites and European Enlargement, sponsored by the British Academy and Academy of Sciences of Ukraine.

Updated programme information will be available on <http://www.sociology.kharkov.ua/> and <http://www.i-soc.com.ua/>.